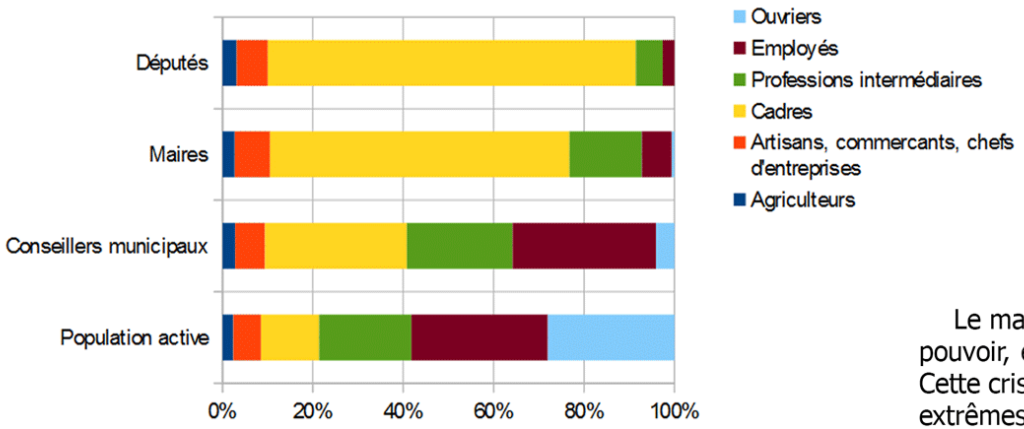
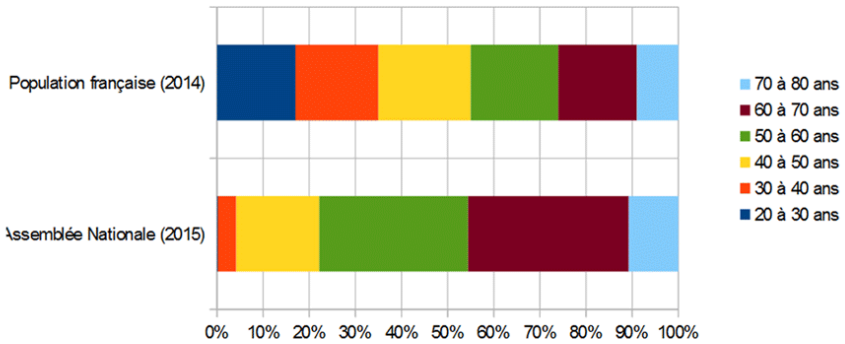
Démocratie représentative

Qui sont les élus qui nous représente ?

Origine sociale des élus des communes de plus de 3500 habitants en 2012 (en %)



Répartition de l'âge

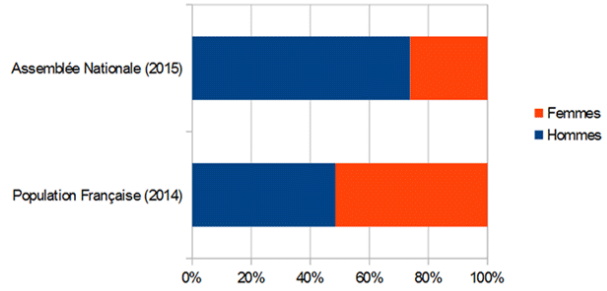


«Le fait de pouvoir élire librement des maîtres ne supprime ni les maîtres ni les esclaves.»
Herbert Marcuse "L'Homme unidimensionnel" (1964)

«Ce qui est fait pour nous, sans nous, est fait contre nous»
Nelson Mandela

Michel Delebarre ancien maire PS de Dunkerque à cumulé en 30 ans de vie polituqe 59 ans de mandats (ministres, député, sénateur, maire...) et 26 fonctions (société HLM, syndicat mixte, TV...)

Répartition Hommes/Femmes



Globalement nos élus sont des hommes, cadres ou de professions libérales, qui ont entre 50 et 80 ans et n'appartenant pas à une minoritée (1.8% à l'assemblée)

Le manque de représentativité peut favoriser une coupure entre les élites politiques, qui accèdent au pouvoir, et les électeurs de base qui ont le sentiment que l'on ne se s'occupe pas de leurs problèmes. Cette crise de la représentativité s'observe à travers la montée de l'abstention et le vote pour les extrêmes. Cette défiance générale envers le politique n'empêche pas l'expression de deux demandes fortes de la part du corps social.

- La première est une exigence éthique. Alors que les Français sont aujourd'hui 69 % à juger les politiques « plutôt corrompus », ils attendent d'eux qu'ils adoptent un comportement irréprochable tant sur le plan du respect de la loi que de la morale.

- La seconde exigence des citoyens à l'égard du personnel politique est une demande de représentativité : « puisque vous êtes inefficaces, nous souhaitons au moins pouvoir nous reconnaître en vous ». La distorsion sociologique qui existe depuis longtemps entre le « pays légal » et le « pays réel » est désormais perçue comme une nouvelle trahison. Ceci ne signifie pas qu'il faut avoir une « représentation miroir ». Il ne s'agit pas de retrouver les équilibres précis de la population sur les bancs de l'hémicycle mais de réduire autant que possible les distorsions observées.

Les Intérêts des élus ne vont pas coïncider nécessairement avec l'intérêt général. Les représentants, qui souhaitent être réélus, vont défendre les intérêts de leurs électeurs au détriment des intérêts de la collectivité toute entière quand ils ne font pas le choix de leur intérêt personnel. Ainsi, jusqu'en 2010, les Parlementaires disposaient d'un régime de retraite particulièrement favorable qu'ils ne voulaient pas modifier alors que dans le même temps, ils remettaient en cause les acquis des retraites des salariés.

Le pouvoir politique est concentré dans un petit nombre de mains du fait du cumul des mandats. Le cumul consiste pour un élu à exercer simultanément plusieurs mandats électifs. Le cumul des mandats est une spécificité française qui s'est fortement accentuée au cours de la Vème République. la part des députés qui cumulent reste accablante dans la nouvelle Assemblée nationale : 80.6% en 2012.

Extrait de «les autres formes de la démocratie» Jean François Freu

L'abstention
Pourquoi et qui sont les abstentionnistes ?

Extrait de «comment expliquer le comportement électoral» Jean-François Freu

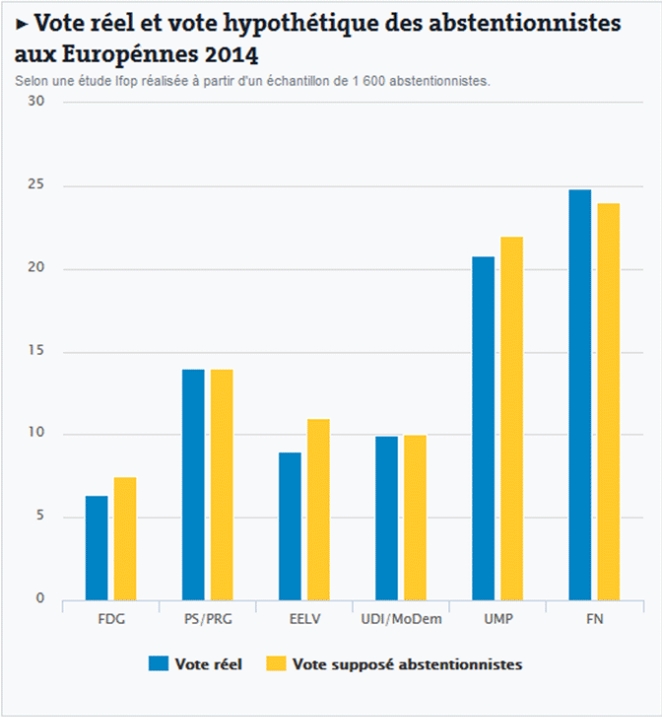
Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, après une enquête dans les quartiers populaire de Saint-Denis, confirment cette analyse dans « La Démocratie de l'abstention » (2007). Plusieurs phénomènes jouent en défaveur de la participation politique des milieux populaires.

- Un éloignement social : les démarches administratives pour s'inscrire et pour voter peuvent apparaître complexes et humiliantes pour des gens peu instruits qui n'ont pas de compétences politiques.

- Un éloignement politique : l'alternance droite/gauche n'a pas donné l'impression aux gens modestes que leurs conditions de vie avaient changés. Ils se détournent donc de plus en plus du politique.

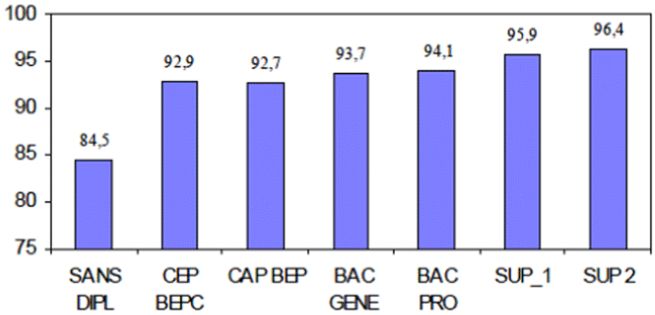
- Un éloignement culturel : les personnes peu diplômées se sentent incompétentes pour comprendre les enjeux politiques qui ne sont accessibles qu'aux initiés. Les hommes politiques, qui ont des discours très technocratiques, leur semblent très éloignés de leurs préoccupations quotidiennes.

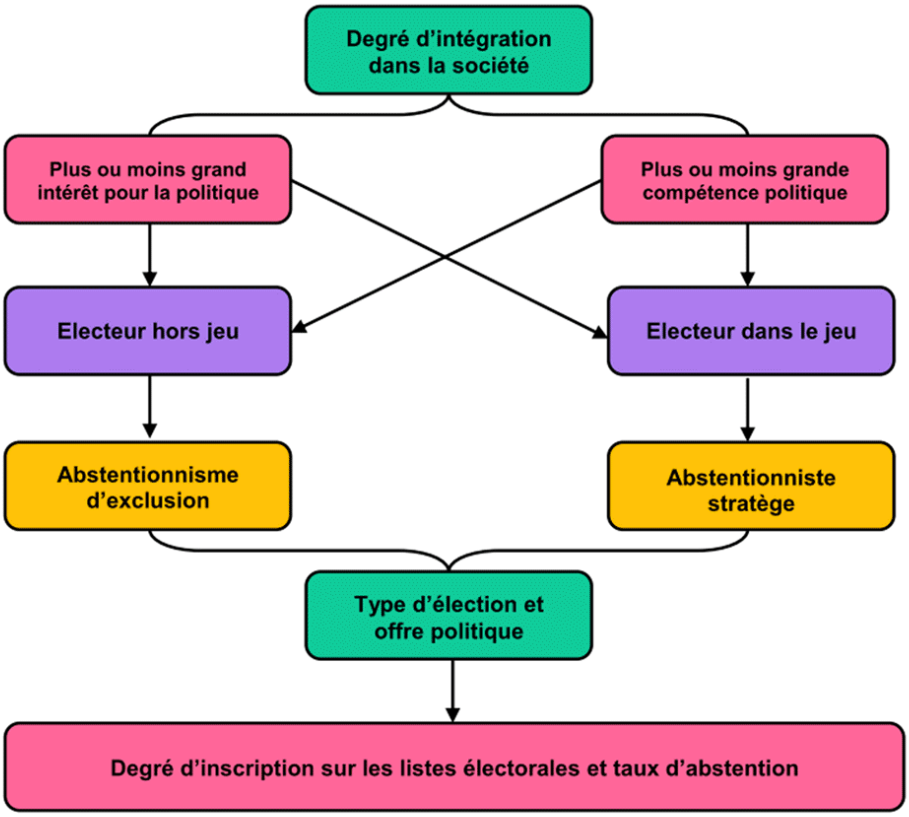
La faible politisation d'une majorité de la population de ces quartiers tient donc à la diminution du lien social (chômage de masse, travail précaire, dissolution des familles), à la diminution du lien politique (crise du militantisme, quasi disparition des associations politiques encadrant les populations, moindre clivage entre la droite et la gauche) et par une diminution du lien civique (le processus d'individualisation de la société et l'éloignement des hommes politiques, des milieux populaires rend l'abstention légitime.



En clair, le vote qu'auraient choisi les abstentionnistes est, à quelques points près, similaire au vote des « votants » sur ce scrutin,.

Taux d'inscription sur les listes électorales selon le diplôme en France en 2012





- Les abstentionnistes **« hors du jeu politique »** : ils se caractérisent par leur retrait de la politique et une certaine apathie. Ils représentent environ un tiers des abstentionnistes. Ils sont plus nombreux chez les femmes, au sein des populations urbaines, populaires, faiblement instruites, en difficulté d'insertion sociale. Ils ne se reconnaissent pas dans le jeu politique et se sentent incompétents. Ils peuvent à l'occasion être tenté par les votes extrêmes et s'inscrire ainsi dans une position de rejet du système politique.

- Les abstentionnistes **« dans le jeu politique »** : ils sont davantage insérés socialement, ce sont le plus souvent des jeunes, diplômés, qui s'abstiennent sans qu'il s'agisse d'une désaffection politique et qui se remettent à voter lorsqu'ils se reconnaissent dans l'offre électorale proposée ou que le scrutin présente un enjeu particulier. Ils représentent environ les deux-tiers des abstentionnistes et sont en augmentation depuis les années 1980, ils se classent plutôt à gauche.

Vote FN

«Vague bleu marine» ?

Extrait *de Mediapart - plusieurs articles de Marine Turchi sur le Front National*

Même si le Front national a échoué à conquérir des exécutifs régionaux et départementaux cette année, il va profiter de l'implantation de ses nouveaux élus et des moyens dans les conseils régionaux. « Ils vont bénéficier d'assistants, de personnel, de moyens de formation, ils auront des représentants dans les CA des lycées, les conseils régionaux permettent de s'implanter sur de petits territoires, il y aura plus de cotisations d'élus donc des rentrées d'argent. Tout cela va dans le sens d'un renforcement du maillage », analyse Frédéric Sawicki, professeur de science politique à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, spécialiste des mobilisations politiques. Il lui sera par exemple plus facile d'obtenir les fameuses « 500 signatures » nécessaires à une candidature à la présidentielle, une recherche jusqu'à présent complexe et incertaine.

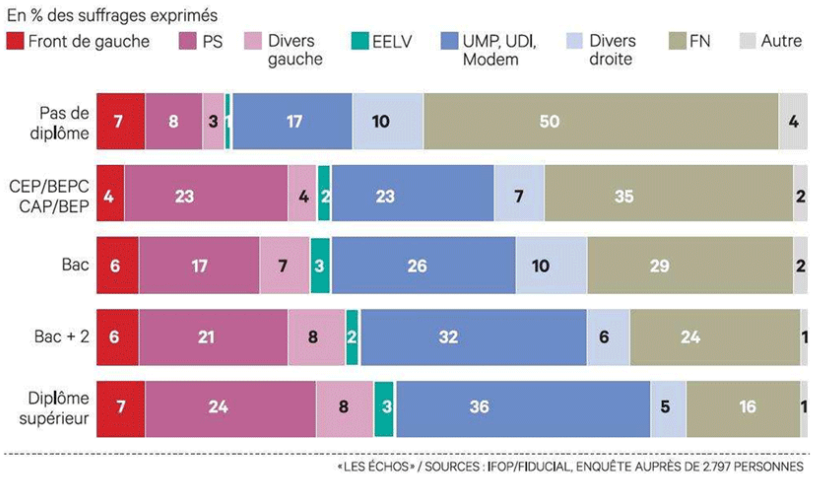
Le parti frontiste continue en revanche de se heurter au système électoral français, dominé par le scrutin majoritaire à deux tours. « La question des alliances devra se poser au FN, estime Sylvain Crépon. Ils s'y refusent car ils veulent obliger la droite à se recomposer, ils veulent la faire éclater. Mais le FN se considère-t-il comme un parti ancré à droite, ou alors est-ce le "ni droite ni gauche" avec un jusqu'au-boutisme antisystème ? »

Autre point fort du Front national qui explique en partie sa dynamique : sa capacité à vulgariser son discours et diffuser ses idées. Sylvain Crépon l'a constaté systématiquement au cours de ses vingt années d'entretiens auprès des frontistes : « Le discours typique du sympathisant, c'est : "Quand Jean-Marie Le Pen ou Marine Le Pen parle, je comprends, il établit des causalités auxquelles j'ai accès intellectuellement". » Cet élément n'est pas anodin, car les travaux de la chercheuse Nonna Mayer l'ont montré : le Front national a du succès auprès de catégories populaires qui sont très peu diplômées et qui sont très peu relayées au sein des autres partis politiques.

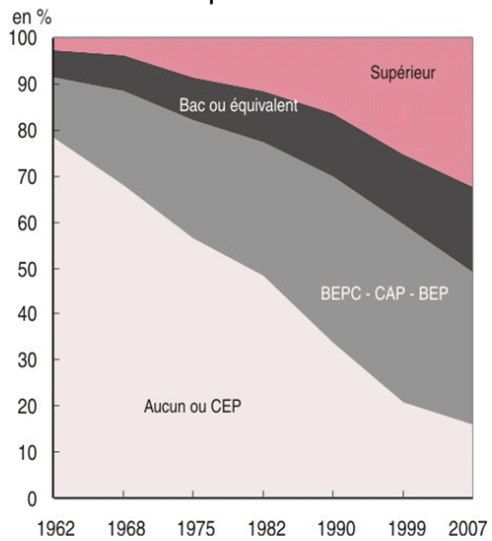
Pour Sylvain Crépon, « c'est un défi fondamental pour les partis dits de gouvernement, PS et LR, qui se sont progressivement coupés de relais au sein des catégories populaires, qui ne savent plus leur parler et qui font très imparfaitement ce travail pédagogique. Toutes les enquêtes ont montré que très peu d'électeurs connaissaient les prérogatives des régions, et ce n'est pas là-dessus que se sont jouées les élections. Le Front national, lui, propose à ces catégories un discours intellectuel audible, qui leur permet d'avoir une prise sur le réel ».

Le FN a aussi capitalisé, dans plusieurs régions, « sur des problématiques réelles, qui n'ont pas été traitées », selon Lebourg : l'abandon des territoires ruraux, la peur des métropoles, la déconstruction des services publics. Le chercheur Emmanuel Négrier a montré en 2012 dans son étude sur le Languedoc-Roussillon (et notamment Béziers) combien le vote était structuré par l'encadrement social : moins vous avez de services publics, moins vous avez d'associations loi 1901, moins vous avez de liens entre les citoyens et plus le vote FN est fort. Le Front national l'a très bien compris, selon Nicolas Lebourg, et « il a fait campagne dans plusieurs régions sur cette métropolitisation qui s'est faite sans consultation du peuple français ».

Diplôme des votants selon leurs candidats en %



Répartition de l'emploi en France par niveau de diplôme



«Qu'est-ce que l'extrême droite, sous toutes latitudes, dans toute culture et à toute époque ? Une force politique dont le credo tient en trois mots : inégalité, identité, autorité.

L'inégalité est au cœur de son idéologie antidémocratique, dont le discours identitaire sera le cheval de Troie, par la désignation de boucs émissaires, leur stigmatisation ou leur exclusion, tandis que l'autoritarisme en sera l'instrument pratique, par la régression des libertés individuelles et collectives.»

Edwy Plenel (12 décembre 2015)

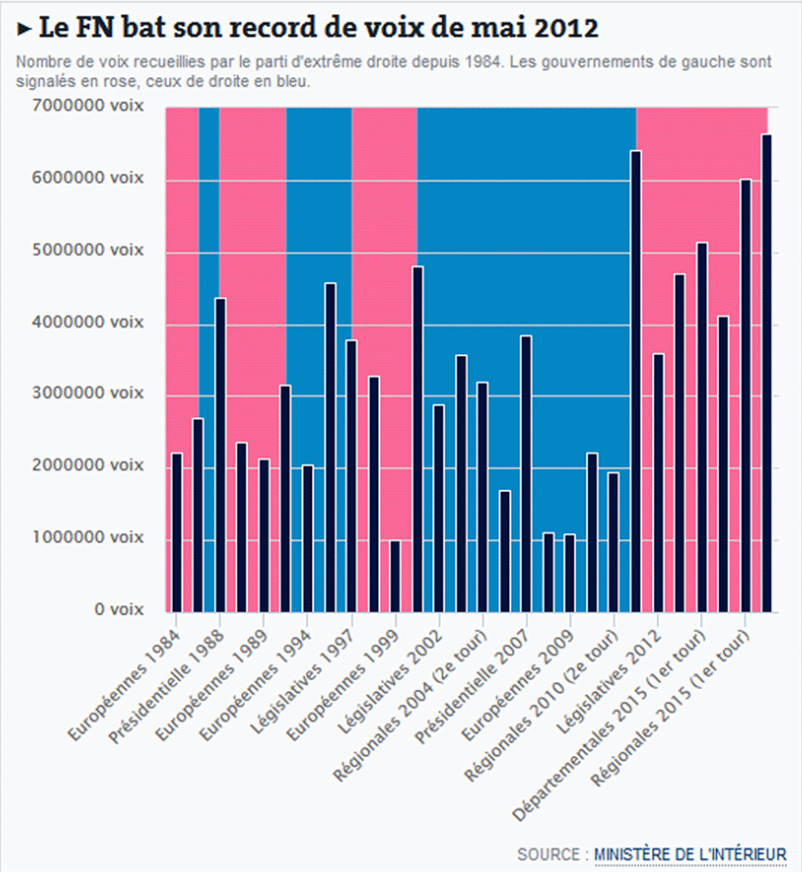
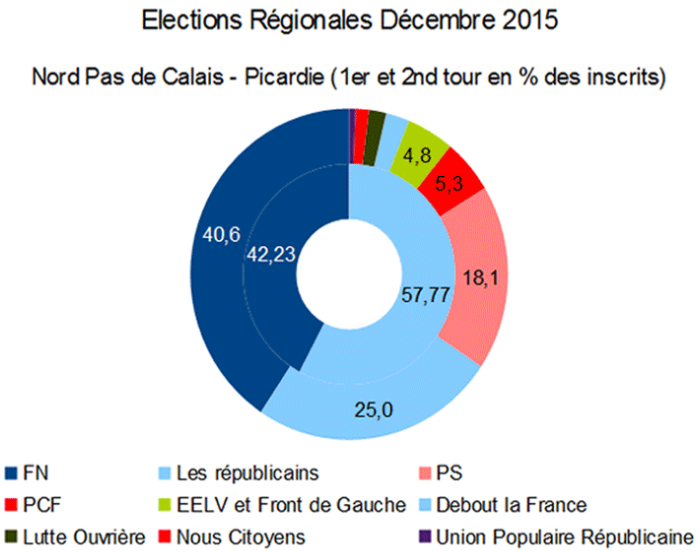
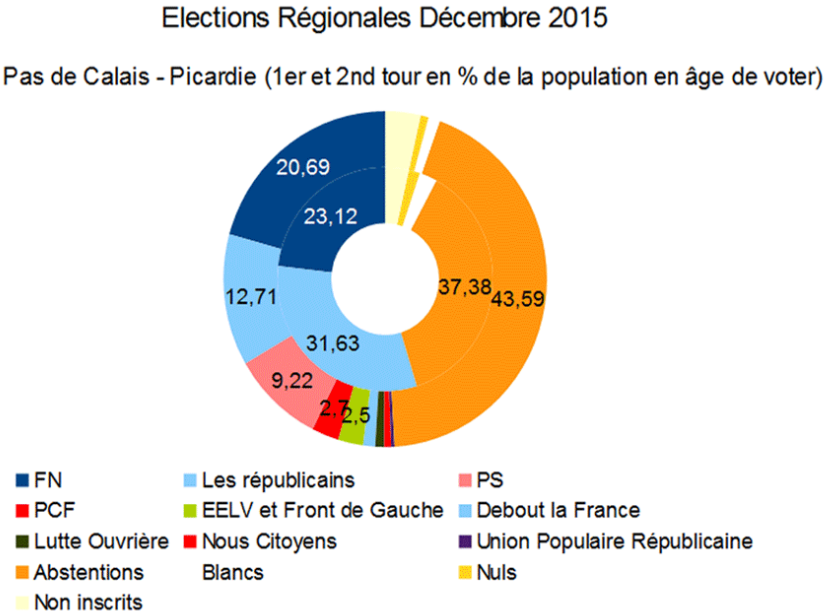
Vote FN

«Vague bleu marine» ?

Je ne vais pas ici dire que le Front national ne progresse pas, ni qu'il ne gagne pas de nouveaux électeurs, surtout parmi les jeunes et les ouvriers. Les faits sont là : à force d'un patient travail de terrain, ce parti est en train de structurer un nouveau rapport à la politique dans des pans entiers de la population et il est bien possible que, une fois cette « socialisation » effectuée avec les cadres idéologiques qui vont avec, cela installe ces nouveaux électeurs dans un choix politique revendiqué et durable. D'ailleurs, à peine 50 % des électeurs FN de ce dimanche disent pouvoir envisager de voter pour un autre parti, c'est bien la preuve d'un ancrage fort.
Ce que l'on peut en revanche prendre avec plus de mesure, c'est l'idée d'une déferlante, voire d'une vague. C'est le problème de toujours regarder les résultats au prisme de pourcentages calculés sur les exprimés : on en oublie des repères fondamentaux comme le nombre de voix effectivement rassemblées ou la part que cela représente dans l'ensemble de la population.
Sans banaliser les résultats de ce week-end, on peut tout de même s'autoriser un peu de recul historique : (...) Ils ne constituent pas un record si l'on rapporte les scores réalisés le 6 décembre à l'ensemble de la population inscrite sur les listes électorales : avec 13,3 % des inscrits rassemblés, c'est le niveau atteint par Le Pen père au premier tour de la présidentielle de 2002, tandis que Le Pen fille avait atteint 14 % en 2012.

Que nous disent ces chiffres ? Que la forte progression du FN dans les pourcentages de suffrages exprimés tient plus à l'effondrement des partis traditionnels qu'à une forte progression de sa part. C'est comme quand la mer se retire, on voit la vase au fond. Certes la profondeur de vase peut être plus ou moins importante, mais on ne peut pas non plus oublier l'absence des flots supposés la couvrir : le 6 décembre, en rassemblant 14,6 millions d'électeurs et moins d'un tiers des inscrits (32,7 %), les (autres) partis représentés au Parlement (PC, Verts, PS, UDI, LR) ont atteint leur plus bas historique. Au printemps, ils avaient rassemblé 14,9 millions d'électeurs et 35 % des inscrits, ce qui était déjà historiquement très faible. En moyenne, depuis 1997, ces partis rassemblent 50 % des inscrits.

Le Front national n'est donc pas beaucoup plus haut aujourd'hui qu'il ne l'était à la fin des années 1990.

La différence est qu'à cette époque les partis politiques traditionnels n'étaient pas encore dans l'état de déliquescence qu'ils connaissent aujourd'hui : plus qu'une progression puissante du FN, le résultat de dimanche est avant tout la déconfiture combinée du PS et de ses alliés potentiels à gauche, et de LR et ses alliés à droite.

Extrait *Le Monde 10.12.2015 Frédéric Gili «Il n'y a pas de vague bleu marine»*